

N° 5629³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier
dans la Communauté européenne**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(19.4.2007)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 7 novembre 2006 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Travaux publics.

Un exposé des motifs-commentaire des articles était joint au texte du projet de règlement grand-ducal ainsi que le texte de la Directive 2004/52/CE.

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet d'assurer la coexistence de systèmes de télépéage interopérables, „fondés sur des normes ouvertes et publiques, disponibles sur une base non discriminatoire à tous les fournisseurs de systèmes“.

Aussi la directive prévoit-elle de mettre en place un système européen de télépéage dont les finalités, les modalités et les caractéristiques techniques sont décrites dans ses articles 3 et 4 ainsi qu'à son annexe et qui évolueront dans le cadre du „service européen de télépéage“ à mettre en place par les instances communautaires.

C'est à bon escient que l'exposé des motifs joint au projet de règlement souligne que la création de ce système de télépéage communautaire harmonisé n'affecte nullement la décision fondamentale de chaque Etat membre de percevoir un péage sur son réseau routier et ne concerne pas non plus les matières fiscales.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports et la directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté et son rectificatif.

Par la suite, la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 20 mars 2007 et d'une prise de position du Gouvernement tenant compte de toutes les observations de l'avis du Conseil d'Etat.

La Conférence des Présidents se prononce à l'unanimité en faveur de la nouvelle version du projet de règlement grand-ducal tel que proposé par le Gouvernement et donne par conséquent son assentiment.

Luxembourg, le 19 avril 2007

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER

